La crise environnementale est un problème social et politique.
Contrairement à ceux qui affirment qu'il ne s'agit que d'un problème de mode de consommation et de mode de vie en général, les communistes affirment que le système capitaliste-impérialiste est le seul responsable de cette crise. Il ne s'agit pas alors d'attendre une résolution du problème par la science et l'auto-régulation de la société, ou de militer seulement pour une limitation du réchauffement climatique et en faveur du climat. Il s'agit précisément de s'organiser et de se mobiliser pour construire une société qui comprendra les enjeux environnementaux comme des enjeux de classe : la bourgeoisie détruit l'environnement en toute impunité au nom de ses profits et de l'accumulation de capital, en conséquence de quoi le « milieu naturel » s'en trouve dégradé au même titre que les conditions de vie des travailleurs.

La cause de la crise environnementale n'est pas due à l'activité humaine en général, pas plus qu'elle n'est due à un Homme « irrationnel » et « destructeur de la nature ».
L'histoire nous permet d'analyser les évolutions des sociétés humaines et de dire que l'activité humaine n'est pas à considérer en soi. Le problème qui se pose actuellement est celui d'une crise environnementale, causée par une organisation sociale spécifique et déterminée dans l'histoire de l'humanité. Autrement dit, nous vivons sous un régime économique et social qui est la cause de la crise environnementale, qui détruit les écosystèmes et menace notre avenir à toutes et tous. Il s'agit d'un système mondialisé qui porte le nom de système capitaliste.

La bourgeoisie gagne de plus en plus à opter pour un « capitalisme vert » – au moins dans les formes, sachant que le capitalisme est par essence anti-écologique.
Pour cela, la communication bourgeoise insiste sur le « passage au vert », les « énergies vertes », les « mobilités douces », le « développement durable » et la « transition écologique ». Par ce procédé, elle tente de masquer, encore une fois, les problématiques sociales. Le traitement médiatique montre avec pertinence la force de cette communication avec, comme il se doit, une dépolitisation extrême des questions environnementales. Force est de constater que dans le champ idéologique, l'hégémonie de la bourgeoisie est tangible sur cette question et qu'elle a constitué en France un large consensus, un bloc y compris dans le mouvement populaire : le PCF de Roussel et la CGT « pour un développement humain et durable », la France Insoumise de Mélenchon avec sa « planification écologique », tandis que le président Macron se place en véritable champion mondial du capitalisme vert. L'impérialisme a aggravé la question environnementale avec sa loi du profit maximum, l'internationalisation de la production et l'éloignement des centres de production, sans oublier sa course aux armements et les guerres à répétition, qui sont particulièrement destructrices pour l'environnement et le climat ; la COP 26 a montré toutes les contradictions impérialistes des pays qui défendent d'abord les intérêts du développement de leurs propres monopoles pour le partage et le contrôle des matières premières. L'impérialisme français est à cet égard aux avant-postes du pillage international.
Les défenseurs du « capitalisme vert » peuvent prétendre que le système capitaliste peut être régulé et que la production peut être limitée dans le respect des ressources et de l'environnement, mais la réalité prouve qu'il ne s'agit que d'énormes affabulations pour duper les travailleurs. Le capitalisme-impérialisme ne peut pas être écologique, car limiter la production et donc les profits, c'est entrer en contradiction avec l'intérêt propre à ce système et à la classe bourgeoise qui en est son maître.

Le « développement durable » est aussi un des termes bourgeois récurrents, que l'on retrouve dans la communication et massivement dans les programmes scolaires.
Le « développement durable » peut se révéler efficace pour réaliser l'accumulation du capital. La bourgeoisie peut porter atteinte à la sphère sociale en prétendant agir pour les sphères économique et environnementale. Véritable arnaque, cette modélisation tente de nous faire accepter des sacrifices au seul prétexte de maintenir

Adresse postale **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**

un « développement durable ». Le « développement durable » est une arme idéologique de la bourgeoisie pour justifier l'austérité et les sacrifices imposés au peuple-travailleur.

Il est grand temps de remettre la lutte des classes au cœur de la question environnementale.
Non par opportunisme ou par dogmatisme, mais parce qu'il s'agit du réel et de la question fondamentale qui irrigue l'ensemble des domaines de la société. Rien n'est en dehors ni à égalité de la lutte des classes. Il s'agit d'analyser l'imbrication des faits sociaux – dont la crise environnementale fait partie – pour comprendre que la lutte des classes est une dynamique d'ensemble, un mouvement socio-historique des sociétés humaines sans exception.

Aujourd'hui, la concentration des richesses, l'anarchie de la production capitaliste, la surproduction, le gaspillage, l'inégal développement et la guerre sont les produits et les lois du système capitaliste-impérialiste, et ils menacent l'environnement, c'est-à-dire notre avenir à toutes et tous. Que des bourgeois ou des écologistes de garde viennent nous faire la morale, en insistant sur la nécessité de limiter et de changer nos modes de vie, n'est qu'une vaste farce pour masquer les rapports sociaux capitalistes de production et nous faire accepter l'idée qu'il n'existe pas d'alternative possible. Il en va de même avec les affabulateurs réformistes et socio-démocrates qui préfèrent la défaite pour leurs seuls comptes électoraux, servant alors de roue de secours du capitalisme-impérialisme.

La seule alternative possible au système capitaliste-impérialiste, c'est le socialisme-communisme.
Il n'existe pas de troisième voie. La propriété des moyens de production et d'échange ne peut être que privée ou collective, qu'aux bourgeois ou à la classe ouvrière. La production ne peut être dirigée que selon la loi des profits ou selon les besoins du peuple travailleur et de sa jeunesse. À l'heure actuelle, toute tentative de chercher une troisième voie aboutit nécessairement au renforcement de l'idéologie bourgeoise et du système capitaliste-impérialiste.
Pour aller de l'avant vers ce type de système socialement et écologiquement viable, le peuple-travailleur et sa jeunesse doivent prendre le pouvoir politique. Cela ne passera nullement par les élections du système politique bourgeois, avec pour seul débouché l'accès à l'appareil d'État bourgeois, mais bien par une révolution, c'est-à-dire un bouleversement, un changement radical qui brise l'État bourgeois et en construit un autre, qui socialise la production. On parle alors de « dictature du prolétariat » sur la bourgeoisie, un nouveau pouvoir de classe qui assurera le développement de la société socialiste-communiste.
La question de la lutte des classes est donc plus que jamais pertinente dans le sens où ce sont les bourgeois qui détruisent l'environnement en toute impunité, puisqu'ils détiennent le pouvoir politique, économique et social, ainsi que l'hégémonie idéologique et culturelle à tous les échelons de la société. Contre ces parasites doit s'imposer la classe des travailleurs et des travailleuses, la classe ouvrière, qui sera en mesure de prendre en compte l'environnement dans le développement de la société, puisque cette dernière sera alors débarrassée de la loi capitaliste des profits et de la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété, cause de tous les maux de nos sociétés.
Le capitalisme-impérialisme nous impose une course contre-la-montre sociale et environnementale. L'urgence n'est pas le seul « changement climatique » avec une régulation et une diminution du réchauffement global comme objectif collectif, mais bien la lutte pour la vie et l'avenir de millions de travailleurs et de travailleuses, de précaires et de jeunes qui verront leurs conditions de vie se dégrader. Ceci à cause de la loi du capitalisme-impérialisme à engendrer toujours plus de profits au détriment des individus et de leur environnement.

Si des théoriciens bourgeois affirment la « fin de l'histoire » avec un capitalisme comme régime économique et social indépassable, l'expérience montre le contraire, et la lutte des classes est plus que jamais vivante. Le changement à venir ne dépendra que de notre capacité à saisir la nécessité historique de dépasser le capitalisme-impérialisme. Seule l'expérience des millions de travailleurs et de travailleuses sera en mesure de prouver cette nécessité, en faveur de la voie socialiste-communiste comme seule alternative concrète, mais aussi de la réaliser.

Le capitalisme détruit l'environnement, détruisons le capitalisme !
Battons-nous pour notre avenir, préparons la contre-offensive !

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**